



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture de zone SGAMI Ouest

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES
Procédure formalisée – appel d’offres ouvert

(articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2
et R.2161-1 à R.2161-5 du code de la commande publique)

**Externalisation des prestations de réparation automobiles pour les
commissariats de Saint-Nazaire & La Baule (44)**
Hors dépannage

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

Le présent CCP comporte 20 pages dont celle-ci.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 - Objet du marché.....	4
ARTICLE 2 - INTERVENANTS	4
2.1 - Pouvoir adjudicateur.....	4
2.2 - Service bénéficiaire.....	4
2.3 - Comptable assignataire.....	4
2.4 - Titulaire.....	4
2.4.1 - Co-traitant.....	5
2.4.2 - Sous-traitance.....	5
ARTICLE 3 - PROCÉDURE ET PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
3.1 - Forme du marché.....	6
3.2 - Allotissement.....	6
3.3 - Pièces constitutives du marché.....	6
ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITÉ ET ACCÈS	6
4.1 - Obligation de confidentialité.....	6
4.2 - Exécution sur site sécurisé.....	7
ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ ET MONTANT MAXIMUM	7
ARTICLE 6 - PRESTATIONS ATTENDUES	8
6.1 - Nature des prestations attendues :.....	8
6.1.1 - Dans le cadre du plan d'entretien constructeur.....	8
6.1.2 - Dans le cadre d'une intervention hors plan d'entretien.....	8
6.2 - Nature des organes échangés lors des réparations.....	9
6.2.1 - Les pièces de rechange.....	9
6.2.2 - Les fluides.....	9
6.2.3 - Les vitrages.....	9
6.3 - Responsabilité particulière du réparateur.....	9
6.3.1 - Mesures de sécurité :.....	9
Le personnel du titulaire ne devra en aucun cas intervenir sur l'équipement radio ou tout autre équipement spécifique Police.....	9
Les services de police se verront dans l'obligation de neutraliser les moyens de transmissions radio équipant les véhicules.....	9
6.4 - Garantie.....	10
6.4.1 - La garantie des prestations.....	10
6.4.2 - La garantie des pièces de rechange.....	10
6.5 - Délais.....	10
6.5.1 - Délais de réparation dans le cadre du plan d'entretien constructeur.....	10
6.5.2 - Délai de réparation dans le cadre d'une intervention hors plan d'entretien.....	10
6.6 - Bon d'intervention de travail chiffré.....	10
ARTICLE 7 - CLAUSES FINANCIÈRES	10
7.1 - Forme et contenu des prix.....	10
7.2 - Révisions de prix.....	11
7.2.1 - Mois Mo.....	11
7.2.2 - Formule de révision des prix.....	11
7.2.3 - Transmission pour approbation.....	11
7.3 - Clause de sauvegarde.....	12
ARTICLE 8 - MODALITÉS PASSATION DES COMMANDES	12
8.1 - Bons de commande.....	12
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	12
9.1 - La facturation.....	12
9.2 - Délai global de paiement.....	13
9.3 - Intérêts moratoires.....	13
9.4 - Paiement des co-traitants.....	13
9.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	13
ARTICLE 10 - PÉNALITÉS	13
10.1 - Définition des pénalités.....	14
10.1.1 - Le principe.....	14
10.1.2 - La mise en œuvre.....	14

10.1.3 - Cas de cumul.....	14
10.1.4 - Cas de force majeure.....	14
10.2 - Pénalités applicables.....	14
ARTICLE 11 - CLAUSE DE RÉEXAMEN	14
11.1 - Réévaluation du taux de remise.....	15
11.2 - Pandémies, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre.....	15
11.2.1 - Prolongation de la durée du contrat.....	15
11.2.2 - Surcoûts éventuels.....	15
11.3 - Transfert du marché à un autre titulaire.....	15
ARTICLE 12 - RÉSILIATION DU MARCHÉ– EXÉCUTION PAR DÉFAUT	16
12.1 - Résiliation.....	16
12.2 - Exécution aux frais et risques.....	16
ARTICLE 13 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE - RÉEMPLOI	17
ARTICLE 14 - CLAUSE SOCIALE	17
ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DES PARTIES	17
15.1 - Application de la réglementation.....	17
15.2 - Contrôle.....	18
15.3 - Assurances.....	18
15.4 - Fermeture temporaire.....	18
15.5 - Exclusivité.....	18
ARTICLE 16 - LANGUE DU MARCHÉ	18
ARTICLE 17 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES	19
ARTICLE 18 - INTERDICTION D'ATTRIBUTION À UN OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE « RUSSE »	19
ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	20

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du marché

La présente consultation a pour objet l'externalisation des prestations de réparation automobiles, suivant les règles de l'art, de toutes marques, appartenant au parc de la direction interdépartementale de la police nationale de la Loire Atlantique (DIPN 44) pour les Commissariats de Saint-Nazaire et de La Baule (44).

ARTICLE 2 - INTERVENANTS

2.1 - Pouvoir adjudicateur

Dans le cadre de ce marché, l'acheteur en tant que pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du Code de la commande publique est le SGAMI OUEST représenté par Monsieur le préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, préfet de la zone de défense et sécurité Ouest.

La personne publique chargée de la passation du marché est :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI OUEST)

Direction de l'administration générale et des finances

Bureau zonal des achats et des marchés publics

28, rue de la Pilate – CS 40725 – 35207 Rennes Cedex 2

sgami-ouest-bzamp-fcs@interieur.gouv.fr

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-62 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances) :

SGAMI OUEST

Direction de l'administration générale et des finances

Bureau zonal des achats et des marchés publics

28, rue de la Pilate – CS 40725 – 35207 RENNES Cedex 2

sgami-ouest-bzamp-fcs@interieur.gouv.fr

2.2 - Service bénéficiaire

Les prestations sont à exécuter pour le bureau zonal des moyens mobiles (BZMM) du SGAMI Ouest au bénéfice des véhicules appartenant à la DIPN44 sur les sites suivants :

Commissariat de Police de SAINT-NAZAIRE

59 avenue du général de Gaulle

44600 SAINT-NAZAIRE

Commissariat de Police de LA BAULE

Place Rhin et Danube

44500 BAULE ESCOUBLAC (LA)

2.3 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire est :

Direction Régionale des Finances Publiques d'Ille-et-Vilaine

Cité administrative – Avenue Janvier – B.P.72 102 – 35 021 Rennes Cedex 9

Tél : 02.99.79.80.00.

2.4 - Titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire désignera également un suppléant disposant les mêmes compétences, moyens prérogatives en cas d'absence du représentant principal (remplacement à 100 %, congés, arrêts de maladie, formation, ...).

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Tout changement devra être communiqué immédiatement au service bénéficiaire, la fiche contact sera actualisée à chaque changement.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès sa notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2.4.1 - Co-traitant

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur, pour l'exécution du marché.

2.4.2 - Sous-traitance

Dans ces cas, il peut faire appel à la sous-traitance tout au long de son exécution, à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Un sous-traitant peut intervenir qu'une fois accepté et agréé.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet une déclaration conformément à l'article R.2193-3 du code de la commande publique.

Pendant la période de préparation ou en cours d'exécution du marché, la demande d'agrément du sous-traitant doit être adressée contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le pouvoir adjudicateur dispose de 21 jours pour agréer le sous-traitant.

Tout nouveau sous-traitant présenté en cours d'exécution devra justifier de ses capacités professionnelles, techniques, fiscales, sociales et financières. Il ne pourra être accepté par le pouvoir adjudicateur que sous la condition de transmission par le titulaire de la déclaration du sous-traitant indiquant que ce dernier ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique).

Conformément à l'article R.2193-3 du Code de la commande publique, la demande d'agrément du sous-traitant doit être composée de :

- d'un formulaire DC4 dûment complété (formulaire disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) précisant la date de signature du contrat de sous-traitance ;
- des certificats de qualifications professionnelles (la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références) ;
- des attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales et sociales de moins de 6 mois ;
- d'une attestation d'assurance en cours de validité ;
- d'un relevé d'identité bancaire ;
- le cas échéant, des pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

Un titulaire demandant un changement de sous-traitant en cours d'exécution du marché devra transmettre :

- l'acte qui met fin au contrat de sous-traitance initial ;
- l'état des paiements effectués au sous-traitant ;
- l'état d'avancement des travaux ou prestations confiés au sous-traitant jusqu'au terme du contrat ;
- les éléments justifiant les qualifications équivalentes du nouveau sous-traitant.

IMPORTANT

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le site entraînera systématiquement l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les

conséquences financières et s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS.

Lorsque le sous-traitant est payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance n'ont pas d'incidence sur le montant du contrat ni sur la nature des prestations contractuelles.

Le représentant du pouvoir adjudicateur fait connaître sa décision d'acceptation ou de refus du ou des sous-traitants, soit par envoi postal recommandé avec avis de réception, soit par eLRAR via le profil acheteur du SGAMI (PLACE).

ARTICLE 3 - PROCÉDURE ET PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1 - Forme du marché

La présente consultation est passée selon la procédure formalisée « Appel d'offres ouvert » en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la commande publique. Ce marché est un accord-cadre exécutable à bons de commande conclu sans montant minimum et dont les montants maximums sont définis dans l'article ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ ET MONTANT MAXIMUM du présent CCP.

3.2 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti compte tenu de la nécessaire unité de gestion dans le suivi des prestations par la direction interdépartementale de la police nationale, la logistique étant gérée au niveau du district et non des circonscriptions.

3.3 - Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS :

- L'acte d'engagement (AE), dans la version résultant des dernières modifications contractuelles éventuelles ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe parc véhicule ;
- Le cadre de réponse technique ;
- Le Bordereau des prix unitaire ;

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 du ministère de l'Économie, des finances et de la relance. Ce document n'est pas annexé au présent marché ;

- L'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité ;
- Les bons de commande ;

Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications contractuelles, postérieurs à la notification du marché ;

- La Fiche Contact ;

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITÉ ET ACCÈS

4.1 - Obligation de confidentialité

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG FCS.

Les données détenues par l'Administration et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution de son marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être

communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux programmes détenus par l'Administration, de quelque nature qu'ils soient, dont le candidat a à faire usage pour l'exécution de la prestation ou dont il a connaissance à l'occasion de cette exécution.

Le titulaire s'interdit toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

Ces obligations de confidentialité s'imposent également aux co-traitants et aux sous-traitants du titulaire.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

4.2 - Exécution sur site sécurisé

Le titulaire peut-être amené à intervenir dans l'enceinte des sites de la DIPN44 pour toutes prestations mais notamment pour celles de remorquage.

À ce titre, l'attention du prestataire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les interventions à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur au ministère de l'Intérieur en général et sur le site, en particulier.

Les interventions sont strictement encadrées et ne peuvent donner lieu à aucune photo sans autorisation au préalable. Il appartient au candidat de prendre ses dispositions en conséquence.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrée au préalable, pourra être demandée pour l'exécution des prestations par l'attributaire et ce pour tous les intervenants (personnels du titulaire, sous-traitants, co-traitants, personnels intérimaires et/ou collaborateurs, etc...).

L'établissement des autorisations individuelles d'accès implique que :

- Le titulaire fournit à la personne publique, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, la liste nominative du personnel intervenant sur sites. Cette liste est soumise à l'approbation du bénéficiaire. Il sera communiqué l'état civil complet (nom - prénoms - date et lieu de naissance) accompagné de la pièce d'identité (ou titre de séjour avec photo).
- Les agents affectés à l'exécution des prestations du présent marché qui interviennent dans les locaux du ministère de l'Intérieur sont munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils présentent, sur demande, au bénéficiaire.
- En cas de changement de personnel en cours du marché, le titulaire informe le « client » au moins huit jours avant en transmettant les renseignements nécessaires pour l'agrément.

L'Administration peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le prestataire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur au ministère de l'Intérieur. Les co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis à cette même règle.

ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ ET MONTANT MAXIMUM

Conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique, le présent marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 24 mois fermes reconductibles 2 fois 12 mois.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et s'exécutent au plus tard dans le mois suivant la date de fin de validité du marché.

Montant maximum par période (en euros HT) <u>Prestations à bons de commande du BPU</u>	
Période ferme (24 mois à compter de sa notification)	400 000,00 €
Période de reconduction n°1 (12 mois)	200 000,00 €
Période de reconduction n°2 (12 mois)	200 000,00 €

ARTICLE 6 - PRESTATIONS ATTENDUES

La présente consultation a pour objet l'externalisation des prestations de réparation automobiles, suivant les règles de l'art, de toutes marques, appartenant au parc de la direction interdépartementale de la police nationale de la Loire Atlantique (DIPN 44) pour les Commissariats de Saint-Nazaire et de La Baule (44).

6.1 - **Nature des prestations attendues :**

6.1.1 - Dans le cadre du plan d'entretien constructeur

Le titulaire devra être en mesure d'entreprendre toute opération de contrôle et d'échange de pièces détachées telle que définie sur le plan d'entretien du constructeur en retenant le plan d'entretien « classique » pour les véhicules peu sollicités (ex : véhicules de liaison,...) et le plan d'entretien dit « sévèrisé » pour les véhicules fortement sollicités (ex : véhicules sérigraphiés...). Cette distinction de plan d'entretien est à l'initiative du client, le titulaire pourra conseiller le client sur ce choix.

Certains véhicules méritent un entretien plus strict par rapport à leurs sollicitations (ex : vidange, changement du freinage et des pneumatiques plus fréquents).

Ce sera défini entre le titulaire et le référent auto de la DIPN 44 sur le secteur Saint-Nazaire / La Baule

Il s'agit principalement de l'entretien courant et de petites réparations mécaniques : vidange moteur, remplacement des filtres, changement des balais essuie-glace, contrôle de l'éclairage, remplacement des lampes défectueuses, remplacement des pneumatiques, remplacements des pièces d'usure du système de freinage.

Le responsable des véhicules de la CPN la Baule / Saint-Nazaire pourra transmettre chaque mois, un plan mensuel d'entretien au titulaire du marché pour dimensionner l'activité à venir.

Pour des raisons opérationnelles, le client pourra annuler sans préavis les interventions programmées.

6.1.2 - Dans le cadre d'une intervention hors plan d'entretien

Dans la mesure où le titulaire se voit signifier une intervention hors plan d'entretien, celle-ci consistera à :

- **Des opérations en mécanique** : remplacement de transmission, embrayage, kits distribution, injecteurs, vannes EGR, démarreurs, alternateurs, radiateurs, condenseurs, interventions sur les organes en périphérie du moteur, réparation crevaison.
- **Des interventions légères en carrosserie** : remise en état pare-choc, remplacement de phares, traverses.

Toutes ces interventions devront être justifiées par l'émission préalable d'un devis.

Tout devis devra être accepté par le client préalablement à son exécution.

Le client se réserve le droit de faire modifier, en liaison avec le Bureau zonal des moyens mobiles (BZMM), le volume horaire indiqué si celui-ci lui paraît disproportionné et/ou si la marque des pièces proposées ne convient pas, dans la limite de 2 fois pour chaque devis (c'est à dire 3 versions du devis maximum), qui devra se conformer aux dispositions contractuelles de l'annexe financière.

Après acceptation du devis par le client, le titulaire réalisera les prestations dans les délais prévus dans l'article 6.5 -Délais du présent CCP.

Pour information du titulaire, les devis supérieurs à 2500 € TTC pour des opérations préventives et curatives et les devis supérieurs à 5000 € TTC pour des travaux de carrosserie feront l'objet d'un circuit de validation spécifique géré entre le client et le SGAMI Ouest.

Chaque devis fera l'objet d'un bon pour accord, confirmé par un bon de commande.

6.2 - Nature des organes échangés lors des réparations

6.2.1 - Les pièces de rechange

Les pièces de rechange proposées dans le cadre de ce marché doivent s'inscrire dans la démarche environnementale attendue et décrite à l'ARTICLE 13 -CLAUSE ENVIRONNEMENTALE - RÉEMPLOI.

Ainsi, le titulaire devra d'abord proposer une pièce de seconde main au service bénéficiaire et dans un second temps une pièce neuve, si la pièce de réemploi est indisponible dans le délai prescrit dans la commande.

Pour les pièces mécanique et électroniques (au sens de la loi AGECE), les véhicules de moins de 5 ans et les véhicules très sollicités (plan d'entretien sévéré) sont exclus.

Il veille à respecter ses obligations et notamment celles décrites à l'ARTICLE 15 -OBLIGATIONS DES PARTIES.

Les pièces de rechange utilisées par le titulaire lors des réparations prévues dans le cadre du plan d'entretien constructeur ou hors plan devront être :

- soit des pièces neuves conforme à la monte d'origine et homologuées par le constructeur du véhicule
- soit des pièces de réemploi conformes et homologuées

Le titulaire devra être en mesure de présenter à la DIPN44 les justificatifs d'achat des pièces de rechange utilisées.

Les pneumatiques montés devront dans tous les cas correspondre à la gamme premium pour ce marché.

6.2.2 - Les fluides

Sont considérés comme fluide les huiles moteurs, les liquides de refroidissement, les liquides de freins, etc.

Les fluides utilisés devront être conformes aux spécificités exigées par le constructeur du véhicule.

6.2.3 - Les vitrages

Seul, les pare-brises des véhicules « non sérigraphiés » pourront être pris en charge par le titulaire du futur marché. Le remplacement des vitrages spécifiques « police » et des vitrages filmés sont exclus de ce marché.

6.3 - Responsabilité particulière du réparateur

Le titulaire s'engage sur la parfaite exécution de tous les travaux dans les règles de l'art et conformément aux prescriptions des constructeurs.

Si un véhicule présente une avarie susceptible de mettre en cause la sécurité des utilisateurs et dans la mesure où celle-ci ne peut être réparée au titre du présent contrat, il appartient au titulaire, dans le cadre de sa responsabilité de réparateur automobile, de signaler au client l'immobilisation du véhicule en attendant l'autorisation de réparation ou son enlèvement.

6.3.1 - Mesures de sécurité :

6.3.1.1 - Sécurité des véhicules

Le personnel du titulaire ne devra en aucun cas intervenir sur l'équipement radio ou tout autre équipement spécifique Police.

6.3.1.1 - Équipement radio

Les services de police se verront dans l'obligation de neutraliser les moyens de transmissions radio équipant les véhicules.

6.3.1.1 - Stockage des véhicules

En cas de nécessité de stockage du véhicule, celui-ci ne devra jamais être stationné sur la voie publique. Il devra être garé, fermé à clé, dans une enceinte sécurisée. Ce dispositif sera à décrire par le candidat dans le cadre de réponse technique.

6.3.1.2 - Lors des essais sur route :

Il sera interdit

- d'arrêter ou de stationner le véhicule,
- de faire monter une tierce personne
- d'utiliser les équipements de police,
- d'user de l'image de la Police ou de lui nuire.

Des panonceaux « Essais techniques » devront être portés par tout véhicule sérigraphié en essai. Des plaques d'immatriculation provisoires en W garage devront également être apposées sur tous les véhicules en essai.

6.4 - Garantie

6.4.1 - La garantie des prestations

Les prestations sont garanties à compter de la date d'admission conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG FCS.

Au titre de la garantie, le titulaire doit remplacer les fournitures reconnues défectueuses dans un délai maximum de quarante-huit heures à réception de la demande de remplacement. Si ce délai n'est pas respecté les pénalités prévues à l'ARTICLE 10 - PÉNALITÉS pourront être appliquées.

Les réparations sont garanties "pièces et main d'oeuvre" selon les délais légaux en vigueur.

6.4.2 - La garantie des pièces de rechange

La garantie des pièces de rechange, quelles soient d'origine ou de réemploi est conforme à la réglementation en vigueur au moment de la commande.

6.5 - Délais

Un délai d'exécution de la prestation doit être indiqué par le garagiste sur le devis. À défaut d'avoir indiqué un délai pour réaliser la réparation, le professionnel a alors 30 jours pour s'exécuter.

6.5.1 - Délais de réparation dans le cadre du plan d'entretien constructeur

La durée d'intervention facturée devra être conforme au barème temps du constructeur.

En outre, le titulaire s'engage à respecter le délai annoncé lors de la prise de rendez-vous et sur le devis.

6.5.2 - Délai de réparation dans le cadre d'une intervention hors plan d'entretien

La durée d'intervention facturée devra être conforme au barème temps du constructeur.

En outre, le titulaire s'engage à respecter le délai annoncé lors de la prise de rendez-vous et sur le devis, sous réserve de travaux complémentaires nécessitant une validation du client.

Les devis sont transmis dans un délai de 24h à compter de la prise en compte du véhicule.

6.6 - Bon d'intervention de travail chiffré

A l'issue de chaque prestation ou lors de la restitution du véhicule, le titulaire remettra un « bon d'intervention de travail chiffré » mentionnant le détail des opérations effectuées, les prix et remises, les ingrédients et les pièces utilisés ainsi que la main d'œuvre, la date d'intervention, le kilométrage et l'immatriculation du véhicule concerné.

ARTICLE 7 - CLAUSES FINANCIÈRES

7.1 - Forme et contenu des prix

Le marché est traité à prix unitaire et les prix sont réputés comprendre tous les frais prévus à l'article 10.1 du CCAG-FCS.

Le prix de la main d'œuvre est déterminé à partir des taux horaires fixés dans l'**annexe 1** de l'acte d'engagement et des temps barèmes constructeur (Terminologie du domaine automobile : La durée

des interventions est fixée par un barème constructeur, propre à chaque modèle consultable sur demande).

Le prix des pièces est déterminé à partir des prix publics, hors taxes, tels qu'ils figurent au tarif catalogue utilisé par le titulaire, applicable à l'ensemble de sa clientèle, en vigueur à la date de réception du bon de commande, sur lequel est consenti un pourcentage de remise dont le taux est prévu dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Le prix des opérations forfaitaires est déterminé à partir des prix publics, hors taxes, tels qu'ils figurent au tarif catalogue utilisé par le titulaire, applicable à l'ensemble de sa clientèle, en vigueur à la date de réception du bon de commande, sur lequel est consenti un pourcentage de remise dont le taux est prévu dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Dans le cas où la société procéderait en cours de marché à des ventes dites « promotionnelles » inférieures aux prix du marché, il s'engage à faire bénéficier la personne publique de ces remises conjoncturelles. La facture devra alors mentionner le caractère particulier des remises appliquées.

7.2 - Révisions de prix

7.2.1 - Mois Mo

Le mois de référence est le mois de la remise des offres Mo.

7.2.2 - Formule de révision des prix

Les prix seront fermes pour les 12 premiers mois du contrat.

Ils seront révisés annuellement, à la date anniversaire de la prise d'effet du marché selon la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (0,3 \times I_n / I_o + 0,7 \times I_{CHT-IME_n} / I_{CHT-IME_o})$$

Dans laquelle :

- P_n est le prix HT révisé
- P_o est le prix HT initial (au mois Mo)
- I correspond à l'indice 010769916 – Indice de volume des ventes - Entretien et réparation de véhicules automobiles (NAF rév. 2, niv. classe poste 45.20)
- I_{CHT-IME} est l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques.

Pour ces deux indices :

- valeur initiale de l'indice connu au mois Mo
- valeur de l'indice connu à la date de révision (n).

Les valeurs des différents paramètres nécessaires sont celles publiées par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010769916>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183#Revision>

7.2.3 - Transmission pour approbation

Le calcul est défini selon le présent article en apportant tout justificatif nécessaire (évolution des indices liés à sa profession). Une fiche de révision peut être mise à disposition par le BZAMP pour faciliter le calcul de la révision des prix.

La demande est adressée pour approbation par envoi recommandé avec accusé de réception un mois avant la date anniversaire du marché à l'adresse suivante :

SGAMI OUEST – Direction de l'administration générale et des finances
Bureau Zonal des achats et des Marchés Publics
28 rue de la Pilate - CS 40725 – 35 207 RENNES Cedex

La révision de prix est accompagnée d'un nouveau bordereau de prix

Attention : en l'absence de transmission de ces documents dans les délais fixés ci-dessus, les prix de la période précédente demeurent applicables pour une nouvelle durée de 1 an.

7.3 - Clause de sauvegarde

La personne publique se réserve le droit de ne pas reconduire ou de résilier à partir de la deuxième année, sans indemnité, lorsque ce changement conduit à une augmentation supérieure à 3 % l'an.

ARTICLE 8 - MODALITÉS PASSATION DES COMMANDES

Le marché est exécuté par l'émission de commande chiffrées au fur et à mesure des besoins de l'administration.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché leur durée de validité et s'exécutent au plus tard dans le mois suivant la date de fin de validité du marché.

8.1 - Bons de commande

Les prestations font l'objet de bons de commande émis sur la base d'un devis présenté par le titulaire et accepté par le client.

Les prix des prestations sont calculés sur la base du bordereau des prix unitaires et dans la limite du montant maximum prévu par période d'exécution du contrat ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ ET MONTANT MAXIMUM.

Les bons de commande établis par l'administration sont notifiés par écrit au titulaire.

Si le titulaire n'est pas en mesure d'honorer la commande dans sa totalité ou dans les délais prévus à l'article 6.5 - Délais du présent CCP, il doit informer par écrit le client qui sera le seul à pouvoir autoriser des dérogations

Contenu des bons de commande transmis sur support papier :

- la référence du marché, l'établissement concerné,
- le numéro d'Engagement Juridique du marché,
- le jour, le n° d'EJ du bon de commande et l'heure de la commande,
- le code service exécutant MI5PLTF035,
- le numéro de SIRET 11000201100044
- la désignation exacte des articles commandés,
- les quantités commandées,
- le prix unitaire HT de chaque article,
- le taux de la remise,
- le prix unitaire TTC remisé de chaque article
- le total TTC remisé
- le lieu de livraison,
- le nom et adresse de facturation,
- la signature de la personne responsable.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de la région de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine à Rennes.

9.1 - La facturation

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Le titulaire ne pourra pas éditer plus de 2 factures par mois. Il est donc invité à regrouper les demandes de paiement.

Le paiement est déterminé à la commande. Il peut se faire soit :

- par mandat administratif,

Le paiement par mandat administratif concerne les commandes passées par bons de commande. Il est effectué sur présentation d'une facture détaillée et datée.

La facture comporte obligatoirement les éléments suivants :

- les noms et adresse du fournisseur, le n°SIRET ;
- le n° de compte bancaire de l'entreprise ;
- la domiciliation des paiements telle qu'elle figure sur l'acte d'engagement ;
- les noms et adresse du débiteur (partie prenante) ;
- la référence du marché ;
- le n° du bon de commande (n° d'EJ) ;

- le code service exécutant **MI5PLTF035** ;
- la référence du devis si réception d'un devis ;
- la date d'émission de la commande ;
- les prix unitaires HT tels qu'ils figurent au DQE et sur les catalogues (détail des prix, prestations et quantités) ;
- le taux des remises ;
- les montants des remises déduites ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- ainsi que les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

Les paiements versés aux entrepreneurs (titulaire / sous-traitants / co-traitants) seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures sont adressées en format dématérialisé sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce site gratuit et sécurisé permet de suivre par Internet l'état d'avancement du traitement de vos factures.

Les informations indispensables sont les suivantes :

- le code service exécutant du SGAMI MI5PLTF035 ;
- le n° de SIRET 110002011100044 ;
- le n° du bon de commande ou n° d'EJ.

9.2 - Délai global de paiement

Le droit à règlement de la facture court à compter de la réception de la facture par l'administration. Les règlements interviennent par mandat administratif dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par le service avec virement sur le compte figurant sur l'acte d'engagement et la facture.

9.3 - Intérêts moratoires

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement d'un marché public ne peut excéder 30 jours.

Le dépassement de ce délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne, majoré de huit points (8 points), auquel se rajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Conformément à l'article R.2192-36 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur retardataire doit s'acquitter de ces pénalités dans un délai de 45 jours à compter de la mise en paiement du principal.

9.4 - Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

9.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les paiements versés aux entrepreneurs (titulaire / co-traitants) seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

10.1 - Définition des pénalités

10.1.1 - Le principe

Les pénalités :

- sont présentées et détaillées ci-après,
- ont pour but de garantir à l'acheteur le respect par son cocontractant des stipulations contractuelles ;
- sont hors champ de la TVA ;
- peuvent être précomptées sur les paiements partiels définitifs versés au titulaire tout au long du marché, lors de l'établissement des factures ;
- ne présentent aucun caractère libératoire, le titulaire étant intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités ;
- sont applicables sans exonération ni limite par dérogation aux dispositions des articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS ;
- n'exonère pas le titulaire (ou son sous-traitant) des obligations de réparation dans le cas où sa responsabilité est engagée à concurrence du montant effectif du préjudice subi par le service de l'État ;

10.1.2 - La mise en œuvre

Le BZAMP du SGAMI Ouest procédera au calcul des montants de pénalités. Il informe et invite le titulaire par écrit (lettre recommandée avec accusé de réception par voie postale ou via le profil acheteur) à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Cette information précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Une réfaction est établie sur la facture suivante.

10.1.3 - Cas de cumul

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

10.1.4 - Cas de force majeure

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

À l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le client, toutes les mesures à prendre pour assurer la continuité des prestations dans les conditions définies au marché.

10.2 - Pénalités applicables

Manquement aux obligations	Montant des pénalités
Transmission devis, délais de réparation...	50 euros par jour de retard ouvré
Non respect des conditions de stockage (ayant ou non des conséquences matérielles).	100 euros par constat
Mise en œuvre de pièces de respectant pas les exigences du CCP en termes de qualité.	100 euros par constat puis clause de résiliation
Défaut d'assurance	100 euros par constat

ARTICLE 11 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

Selon les dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande publique, et par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS, une clause de réexamen peut être activée sur demande de l'une ou l'autre des parties selon les modalités définies ci-après.

La clause de réexamen concerne :

- la réévaluation du BPU;
- les conditions d'une pandémie ou état grave ;
- le transfert à un autre titulaire.

Les parties contractantes se rencontrent pour évaluer les modifications financières et techniques du contrat, a minima selon les dispositions exposées dans les paragraphes suivants.

Dans la mesure où les conditions d'exécution du contrat sont modifiées, l'activation de la clause de réexamen donne lieu à une renégociation des termes contractuels.

L'accord trouvé entre les parties fait l'objet d'un avenant (modification contractuelle) signé par les parties et notifié au titulaire par l'acheteur public.

Les avenants afférents interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations et/ou sur le montant maximum.

Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties dans les 3 mois suivant le début de la négociation objet du réexamen, l'acheteur public pourrait alors résilier le contrat pour motif d'intérêt général. La résiliation du marché est prononcée conformément à ARTICLE 12 -RÉSILIATION DU MARCHÉ- EXÉCUTION PAR DÉFAUT du présent CCP et prend effet à la date précisée dans cette résiliation.

11.1 - Réévaluation du taux de remise

En cas de circonstances imprévues telles que définies à l'article R2194-5 et pour la durée résultant de ces mêmes circonstances, le taux de remise pourra être réévalué pour une période donnée et sur demande du titulaire ou de l'administration. Toute justification permettant de vérifier le caractère exceptionnel devra être fournie à l'Administration.

11.2 - Pandémies, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre

Dans le cas d'une pandémie ou autre état grave assorti d'une déclaration d'état d'urgence (sanitaire ou autre), le concédant se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de cette pandémie ou autre état grave, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la législation et le gouvernement.

Néanmoins, il est rappelé que le titulaire a une obligation de résultat.

Il s'assure la continuité de service et cela par tous moyens et doit faire face à toute variation des besoins de l'établissement.

11.2.1 - Prolongation de la durée du contrat

La durée de l'exécution du contrat pourra être éventuellement prolongée.

11.2.2 - Surcoûts éventuels

Le pouvoir adjudicateur pourra prendre en charge, au cas par cas, tout ou partie des surcoûts éventuels :

- liés à la période d'interruption (coûts directs) ;
- liés aux nouvelles modalités d'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur établira des modifications contractuelles (ou avenants) sur la base de la clause de réexamen, pour prendre en compte les mesures prises dans le cadre de la pandémie.

11.3 - Transfert du marché à un autre titulaire

Dans le cas où la société titulaire ferait l'objet :

- d'une fusion ;
- d'une transformation de sa forme juridique ;
- d'une restructuration ;
- d'une acquisition (cession et donation) ;
- d'une liquidation judiciaire avec repreneur ;
- d'une location gérance ;

Le titulaire du marché a l'obligation d'informer le pouvoir adjudicateur de la procédure de transfert et de transmettre toutes les pièces et justificatifs afférents. Le pouvoir adjudicateur pourra alors établir une modification contractuelle de transfert.

La modification contractuelle de transfert est conditionnée à l'assurance que le nouvel opérateur dispose des qualifications professionnelles et techniques initialement exigées.

La poursuite du contrat avec le nouveau titulaire est laissée à l'appréciation de l'acheteur public tout comme la satisfaction des qualifications et de l'expérience sur des prestations similaires exigées au titre du marché.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DU MARCHÉ- EXÉCUTION PAR DÉFAUT

12.1 - Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune autre disposition particulière. La résiliation obéit au régime défini aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas :

- d'inexactitude des renseignements prévus par rapport à son offre,
- de survenance d'anomalies, techniques, qualitatives, quantitatives, ou autres,
- de manquements,
- de fourniture de produits ne répondant pas aux normes et exigences en la matière,
- de retards,
- non-conformité des pièces (voir ARTICLE 10 - PÉNALITÉS)
- de rupture de la continuité de service des prestations
- de non transmission de documents ou attestations et notamment ceux prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail conformément à l'article R.2143-8,

le pouvoir adjudicateur en avise le titulaire, par tout moyen utile et le met en demeure de remédier dans un délai d'exécution défini au(x) problème(s) constaté(s).

À défaut d'obtempérer dans le délai imparti ou en cas de non-réactivité du titulaire 10 jours après l'envoi de la mise en demeure formulée par écrit et assortie d'un délai,

- soit envoi postal sous forme de lettre recommandée avec accusé de réception
- soit envoi sous forme de e-LRAR (envoi d'un courriel recommandé avec accusé de réception via PLACE le profil acheteur du SGAMI),

le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de résiliation du marché aux torts et frais exclusifs du titulaire.

Celle-ci prend effet dès réception du courrier de résiliation par le titulaire (date de signature de l'avis de réception par le titulaire).

Il pourra être demandé au titulaire d'assurer les prestations prévues au contrat jusqu'à son remplacement, sans qu'il puisse le refuser.

Le pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.

Les excédents de dépenses résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

12.2 - Exécution aux frais et risques

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 13 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE - RÉEMPLOI

Le pouvoir adjudicateur, dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article L.2111-1 du code de la commande publique.

Les pièces automobiles issues de l'économie circulaire sont encadrées par un décret du 30 mai 2016 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000032610837>).

Dans le cadre de la loi AGECE, le titulaire a l'obligation de proposer des pièces de réemploi pour toutes les pièces de rechange, à savoir :

- Les pièces de carrosserie amovibles ;
- Les pièces de garnissage intérieur et de la sellerie ;
- Les vitrages non collés ;
- Les pièces optiques ;
- Les pièces mécaniques ou électroniques, **SAUF** celles faisant partie :
 - Des trains roulants,
 - Des éléments de la direction,
 - Des organes de freinage,
 - Des éléments de liaison au sol qui sont assemblés, soumis à usure mécanique et non démontables.

Dans le cadre des prestations du marché, le titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour garantir au sein de sa structure :

- des actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage (cf. LOI AGECE entre autres)
 - la diminution des rejets CO2, et le développement des énergies renouvelables
 - le recyclage des consommables et/ou le recours aux contenants rechargeables ainsi que la recyclabilité des produits et emballages afférents ;
 - la prise en compte des consommations énergétiques lors de la proposition de matériel de remplacement ;
 - un système de management environnemental prenant en compte la formation et la sensibilisation du personnel, le respect des consignes de traitement des déchets et la limitation de la consommation d'eau et d'énergie ;

Le candidat indique, s'il a mis en place dans le cadre de son activité, un système de management environnemental prenant en compte la formation et la sensibilisation du personnel, le respect des consignes de traitement des déchets et la limitation de la consommation d'eau et d'énergie
- l'usage des produits qui répondent aux critères des écolabels référencés (européens et NF environnement) ou équivalents.

ARTICLE 14 - CLAUSE SOCIALE

L'objectif est de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Les publics visés sont :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à Pôle emploi depuis plus de 12 mois dans les 18 derniers mois,
- Les bénéficiaires du RSA ou autres minima sociaux à la recherche d'un emploi,
- Les adhérents du PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi),
- Les personnes reconnues travailleurs handicapés par la CDAPH à la recherche d'un emploi,
- Les jeunes de moins de 26 ans sans qualification en rupture scolaire,
- Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DES PARTIES

15.1 - Application de la réglementation

Les pièces détachées, accessoires, outillages spécifiques, moteurs et éléments de carrosserie d'origine, etc, objet du marché, doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou aux spécifications techniques établies par les groupes permanents d'étude des marchés.

Le titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Les matières premières utilisées dans la fabrication des produits à livrer ainsi que ces dernières doivent avoir été produites dans le respect des huit conventions fondamentales de l'OIT portant sur

la liberté d'association et la négociation collective (normes 87 et 98), l'abolition du travail forcé (normes 29 et 105), l'élimination de la discrimination (normes 100 et 111) et l'élimination du travail des enfants (normes 138 et 182).

Les matières premières utilisées dans la fabrication des produits à livrer ainsi que ces dernières doivent avoir été produites dans des unités de production respectueuses de l'environnement (comportant des dispositifs de traitement des effluents liquides, des dispositifs de stockage et d'élimination des déchets, des dispositifs de captage et de traitement des émissions gazeuses...).

Les matières premières utilisées dans la fabrication des produits à livrer ainsi que ces dernières ne doivent pas avoir d'effet néfaste sur la santé des utilisateurs et doivent être conformes aux réglementations européennes.

Quelques références non exhaustives :

- Arrêté du 27 mars 1987 relatif aux règles de publicité des prix pour les prestations d'entretien ou de réparation, de contrôle technique, de dépannage, ou de remorquage ainsi que de garage des véhicules
- Arrêté n° 83-50/A du 3 octobre 1983 relatif à la publicité des prix de tous les services
- Code civil - Article 1231-1 et Article 1641

15.2 - Contrôle

Le titulaire doit être en mesure de fournir, à la demande de l'Administration, les éléments permettant de démontrer qu'il a satisfait à ses obligations en matière de respect de l'environnement, respect des droits de l'homme, respect des conditions de travail et de protection du consommateur.

15.3 - Assurances

Conformément au délai fixé à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire, les co-traitants ainsi que sous-traitants désignés dans le marché ont l'obligation de justifier par attestation, et avant tout commencement d'exécution, qu'ils sont titulaires d'assurances garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

La garantie est suffisante et illimitée pour les dommages corporels.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire est en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'ARTICLE 10 - PÉNALITÉS en cas de non-transmission des éléments.

15.4 - Fermeture temporaire

En cas de fermeture temporaire de ses magasins, le titulaire informe au préalable une semaine avant les sites de la DIPN 44.

15.5 - Exclusivité

Le titulaire a droit à l'exclusivité des achats des pièces entrant dans l'objet du présent accord-cadre, durant toute la durée de validité de ce dernier.

Le titulaire peut perdre son exclusivité dans les cas suivants :

- le titulaire informe le client par écrit de ne pas être en mesure de fournir les pièces demandées dans les délais prévus au présent marché (cf. article 6.5 -Délais),
- le titulaire n'est pas en mesure de fournir les pièces commandées du fait de la fermeture temporaire de son entreprise (congé, travaux, ...).

Les sites de la DIPN 44 pourront alors s'approvisionner en dehors du présent support. Ils devront obligatoirement fournir les justificatifs dans leur demande d'achat.

ARTICLE 16 - LANGUE DU MARCHÉ

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 17 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Il sera fait application de l'article 46 du CCAG-FCS

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différent éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Dans un premier temps, en cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

M. le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 Paris Cedex 08.

A défaut d'accord trouvé avec le médiateur interne du ministère de l'Intérieur, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire, pourra soumettre le différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges dont les coordonnées sont les suivantes :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
Pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie
Comité consultatif interrégional de règlement amiable
des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
Immeuble SKYLINE - 22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1
Tél : 02 53 46 79 00 - courriel : paysdl.ccira@dreets.gouv.fr

En cas d'échec de la procédure amiable, l'instance contentieuse territorialement compétente est :

Tribunal administratif de Rennes
3 Contour de la Motte - CS 44416
35 044 Rennes Cedex

ARTICLE 18 - INTERDICTION D'ATTRIBUTION À UN OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE « RUSSE »

Le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine prévoit, au 23 de l'article 1er, des mesures applicables aux marchés publics et aux concessions.

Le règlement s'applique aux marchés publics et aux concessions relevant des directives 2014/23/UE, 2014/24/UE, 2014/25/UE et 2009/81, c'est-à-dire aux contrats mentionnés à l'article L. 2 du Code de la commande publique et répondant à un besoin dont le montant est égal ou supérieur aux seuils européens.

Les pouvoirs adjudicateurs, entités adjudicatrices et autorités concédantes ont désormais l'interdiction d'attribuer ou de poursuivre l'exécution de l'un de ces contrats dans quatre hypothèses :

- si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et ce, de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Lorsqu'il est envisagé d'attribuer un marché à une personne physique ou morale susceptible d'être détenue directement ou indirectement ou qui peut être regardée comme agissant pour le compte ou sur instruction d'une personne russe, l'acheteur public, pour vérifier ces éléments, demandera au candidat concerné de produire les éléments demandés dans les délais impartis. La non-réponse ou la

production de pièces non-probantes pourra conduire l'acheteur à écarter le candidat au profit de celui classé juste après.

En cas de doute ou de demande de dérogation, l'acheteur s'adressera à la direction générale du Trésor (l'acheteur peut adresser une demande d'autorisation à sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr).

ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Pièces contractuelles : du marché	L'ARTICLE 3 -PROCÉDURE ET PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ du CCP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS. déroge à l'art. 3.7.1 du CCAG
Clauses réexamen :	L'ARTICLE 11 -CLAUSE DE RÉEXAMEN du CCP déroge à l'art. 25 du CCAG-FCS
Pénalités :	L'ARTICLE 10 - PÉNALTÉS du CCP déroge à l'art. 14 du CCAG-FCS.